

l'assurance-chômage en procédant par régions. Si c'était un projet bien réfléchi et valable, pourquoi ne l'a-t-il pas présenté auparavant? Le député de Hamilton-Ouest (M. Alexander) soutient qu'il a toujours dit au gouvernement de chercher à adopter une méthode régionale. Brusquement, nos dirigeants se sont présentés au comité tout essouffés et le ministre a fait sa grande déclaration. Il s'est jeté devant les caméras pour dire que le gouvernement avait découvert l'existence des disparités régionales et qu'il allait désormais lancer un programme destiné à tenir compte des différences entre les diverses régions du pays.

M. Alexander: N'invoquez pas mon nom en vain.

M. Rodriguez: Je ne prends pas le nom du député de Hamilton-Ouest en vain. Si jamais je le faisais, je risquerais d'être foudroyé sur l'heure.

M. Paproski: Tenez-vous-en à votre texte, Rodriguez.

M. Rodriguez: Le député me dit de m'en tenir à mon texte. Eh bien, que fait le gouvernement? On dit maintenant qu'il y aura 54 régions. Dans chaque région, le taux de chômage qui est précisé dans l'amendement, servira à calculer le nombre de semaines pendant lesquelles une personne pourra recevoir des prestations.

Une voix: Bravo!

M. Rodriguez: Quelle stupidité. Le député bat des ailes. Il trouve cela formidable.

M. Nystrom: Il fait claquer ses nageoires.

M. Rodriguez: Eh bien, lancez-lui un poisson! Permettez-moi de signaler au ministre et à ses nababs, car, de toute évidence, ils n'y ont pas mûrement réfléchi et c'est un programme tout à fait déséquilibré. On l'a tout simplement bâclé. La circonscription de Nickel Belt mesure environ 150 milles du nord au sud et encore 200 milles . . .

M. Friesen: Nous la prendrons la prochaine fois.

M. Rodriguez: Les conservateurs sont morts à jamais dans Nickel Belt. Nickel Belt est dans la région n° 21, mais la région n° 21 s'étend jusqu'à Wawa. Elle comprend Blind River, tout Nickel Belt jusqu'à Matawa. Le village de Killarney est à 52 milles du grand centre industriel, Sudbury, et le chômage y est faible. Cependant, à certaines périodes de l'année, le taux de chômage à Killarney atteint 60 p. 100. Mais si l'on considère l'ensemble de la région, on se rend compte que la période de prestations y est ramenée au nombre minimal de semaines.

Étant donné le contexte géographique de notre pays, on se rend compte qu'à l'intérieur de chaque région, il y a des îlots de chômage qui dépassent le niveau national et de loin le niveau régional établi par le ministre quant au nombre de semaines pendant lesquelles une personne peut recevoir des prestations. Je regrette que le député d'Algoma (M. Foster) ne soit pas avec nous aujourd'hui. Blind River souffre sérieusement du chômage. Le taux de chômage dépasse largement 20 p. 100 à Blind River. En outre il suffit de considérer les subventions du PIL et du programme Canada au travail qui ont été versées dans cette ville pour se rendre compte de la

Emploi et immigration

gravité du problème. Les gens y ont été filoutés par les Shouldice de l'Ontario et du pays. Des hommes d'affaires véreux ont profité de toutes les subventions du MEER et de toutes celles de la Corporation de développement de l'Ontario qu'ils ont pu obtenir et ils sont ensuite partis et ont laissé les gens sans emploi. Ils figureront dans une région donnée, et pourtant le chômage sera peut-être très élevé dans certaines zones de cette région. Voilà un des éléments trompeurs des changements proposés par le ministre, qui dérèglent le régime actuel institué en 1971.

Je reprends ce que le député de Brant (M. Blackburn) a dit. Nous sommes contre l'escroquerie de l'assurance-chômage. Nous avons toujours réclamé une politique de plein emploi. Nous avons toujours dit qu'il faut donner du travail à ceux qui en demandent. Quant à ceux atteints de handicaps physiques ou mentaux qui les empêchent de travailler, il devrait y avoir des programmes à leur intention. Le gouvernement a la charge d'assurer la santé économique du pays, mais il ne fait rien de constructif. On nous répète à satiété qu'il faut attendre le retour de la prospérité chez nos voisins du sud pour que notre économie redémarre. Mais c'est l'inaction du gouvernement qui est responsable du chômage aigu que nous connaissons actuellement. Et au lieu de le reconnaître, il détraque cette loi.

Comme l'a dit le député de Brant, nous ne pensons pas que la durée de versement des prestations soit fixée une fois pour toutes. Actuellement, elle est mal choisie. Ce n'est pas souvent que je suis du même avis que la Canadian Mining Association, étant donné le caractère de ma circonscription et de nos rapports avec cette association. Celle-ci affirme néanmoins que le temps est mal choisi pour détraquer la loi de l'assurance-chômage en modifiant le nombre de semaines à travailler ou la durée maximale de versements des prestations. Elle estime que le gouvernement devrait s'occuper d'abord de créer des emplois, et ensuite seulement d'apporter des modifications à la loi s'il les juge nécessaires.

Voici ce que déclarait au sujet du programme d'assurance-chômage le Conseil économique du Canada:

Nous estimons que la plupart des Canadiens en chômage sont bien servis par l'assurance-chômage et qu'ils y recourent honnêtement. Il serait évidemment possible de chercher à éliminer des abus en supprimant certaines catégories de prestataires ou la durée de versements des prestations, ou en prolongeant la durée de travail donnant droit aux prestations. Mais cela serait susceptible de léser ceux qui sont le plus sujets au chômage périodique et parfaitement involontaire.

● (1220)

Qu'ont alors fait les bureaucrates de la Commission d'assurance-chômage? Ils les ont écartés, les faisant disparaître avec toutes leurs études internes, externes, périphériques et excentriques. C'est ce qu'il ont fait avec leurs propres entrevues et leurs piètres rapports faussés comme celui traitant des tendances de l'emploi dans les provinces de l'Atlantique. Je suppose que les renseignements ont été obtenus par téléphone de la façon dont les agents de contrôle des prestations obtiennent des renseignements sur les prestataires au téléphone pour les faire ensuite exclure.